



**LE PRÉSIDENT
TOUADÉRA À
BRUXELLES
(EXTRAITS)**



**LE VICE-SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DES
NATIONS UNIES,
JAN ELIASSON
(EXTRAITS)**



**LA VICE-PRÉSIDENTE
DE LA COMMISSION DE
L'UE, FEDERICA
MOGHERINI
(DISCOURS)**

MINUSCA FOCUS

Bulletin d'informations de la MINUSCA | #02 | NOVEMBRE 2016



Conférence de Bruxelles pour la
République centrafricaine

 17 novembre 2016 



Photo European Union

UN RENDEZ-VOUS QUI OUVRE DE NOUVELLES ESPÉRANCES



<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

SOMMAIRE

MINUSCA FOCUS #02 - NOVEMBRE 2016



3 Le triptyque qui relance la confiance

4 Les piliers du relèvement

5 Le président Touadéra à Bruxelles (extraits)

8 Le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson (extraits)

9 Extraits du discours de la Vice-présidente de la commission de l'Union Européenne, Frederica Mogherini

10 L'ONU apportera une réponse multi-forme, selon Parfait Onanga Anyanga

11 La Banque mondiale aux cotés de la RCA pour le sort des réfugiés

12 Un secrétariat technique permanent pour appuyer le relèvement

14 Entretien avec le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Felix Moloua " le pays a besoin de l'appui des partenaires traditionnels et non traditionnels pour sa reconstruction. "



12 - Un secrétariat technique permanent pour appuyer le relèvement



5 - Le président Touadéra à Bruxelles (extraits)



8 - Le Vice-Secrétaire Général des Nations Unies, Jan Eliasson (extraits)



9 - Extraits du discours de la Vice-Présidente de la Commission de l'Union Européenne, Frederica Mogherini

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila

MISE EN PAGE

Francis Yabendji-Yoga

PHOTOGRAPHIE

PIO MINUSCA

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION

Unité Publication & MultiMedia Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA

LE TRIPTYQUE QUI RELANCE LA CONFIANCE



Photo UE

Le 17 novembre 2016, les bailleurs de fonds et partenaires internationaux se sont portés au chevet de la Centrafrique en participant à Bruxelles à une Table ronde internationale qui se fixait comme objectif d'étudier et d'apporter un début de réponses au Plan National de Relèvement et de consolidation de la Centrafrique. Il s'agit d'un plan quinquennal adopté par le gouvernement centrafricain pour apporter des réponses aux questions urgentes de redressement qui se posaient au pays après une longue crise politique et communautaire qui a profondément affecté le tissu social et l'équilibre du pays dans tous les secteurs et surtout fragilisé les institutions. Ce plan s'articule autour de trois piliers prioritaires et de onze objectifs stratégiques visant à promouvoir le redressement du pays et la consolidation des nouveaux acquis. Trois milliards cent soixante et un de dollars américains ont été jugés nécessaires pour parvenir aux objectifs du plan.

Au terme de la rencontre de Bruxelles, les bailleurs de fonds ont annoncé qu'ils mettaient à la disposition de la RCA 2,2 milliards de dollars US pour le financement de son Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RPCPA). Évoquant cette annonce, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, a parlé d'un « jour d'espoir et de confiance de la communauté internationale en la République centrafricaine, son peuple et son gouvernement ».

La signature du Cadre d'engagement mutuel entre

... NOTRE ENGAGEMENT À PANSER LES PLAIES DU PASSÉ RESTE ENTIER ET NOUS AVONS CONSOLIDÉ LES PAS POSÉS PAR LE FORUM NATIONAL DE BANGUI ...

Faustin Archange Touadéra, Président de la République centrafricaine

la République centrafricaine et la communauté internationale (CEM-RCA) a constitué par ailleurs le point saillant de cette rencontre. Le document a été paraphé par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, Jan Eliasson, et le Chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadéra.

A travers ce Cadre d'engagement mutuel, la République centrafricaine « s'engage à mettre en œuvre cinq grands axes à savoir Paix et la sécurité ; Relance économique ; Gouvernance politique, administrative et financière ; Justice et droits de l'homme et Réconciliation nationale. » Autant de domaines qu'ont affecté plus de deux années de conflit arme et des décennies de « faible gouvernance et de sous-développement ».

La Conférence Internationale des Bailleurs de Fonds pour la Centrafrique s'achève donc sur une note d'espérances, qui consolidera la crédibilité du gouvernement en place et justifiera le satisfecit de la MINUSCA quant aux efforts accomplis jusque-là mais qui ont été de manière récurrente diversement appréciés ■

QU'EST-CE QUE LE RCPCA ?

En mai 2016, le Gouvernement de la RCA a sollicité l'appui de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale pour réaliser l'Évaluation des besoins pour le relèvement et la consolidation de la paix (RCPCA) 1. L'évaluation a permis d'identifier les priorités pour les cinq premières années de la période post-électorale, avec trois objectifs précis comme suit : i) aider le Gouvernement de la RCA à identifier les besoins et les priorités en matière de relèvement et de consolidation de la paix, ainsi que les coûts associés ; ii) identifier les modalités opérationnelles, institutionnelles et financières qui faciliteront la réalisation des priorités identifiées, compte tenu des contraintes relatives aux capacités et à la sécurité ; et iii) créer une plateforme permettant de suivre l'avancement de la mise en œuvre, notamment des grandes réformes engagées, et faire en sorte que toutes les activités de développement, humanitaires, politiques et de sécurité soient menées de façon cohérente et coordonnée. Le rapport qui en découle a été approuvé par le Gouvernement en octobre 2016 et adopté en tant que Plan de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA). C'est ce plan qui a été arrêté et discuté pendant la Conférence des bailleurs de fonds qui s'est tenue les 17 et 18 décembre 2016 à Bruxelles et qui a valu à la Centrafrique la promesse de 2.2 milliards de dollars US ■

RELÈVEMENT PILIERS PRIORITAIRES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

1 : Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation

- Favoriser la réduction de la violence par le désarmement et la réintégration des ex-combattants et des enfants associés aux groupes armés
- Promouvoir la stabilité par la réforme du secteur de la sécurité
- Réformer l'institution judiciaire et promouvoir la fin de l'impunité
- Faciliter la réconciliation et la cohésion sociale, et mettre en place les conditions requises pour le retour des réfugiés et appliquer les solutions durables pour les personnes déplacées

2 : Renouveler le contrat social entre l'Etat et la population

- Redéployer l'administration sur tout le territoire et mettre en place une gouvernance locale inclusive
- Fournir les services de base à la population sur tout le territoire, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau, en transférant progressivement les capacités et les moyens aux structures nationales
- Assurer la sécurité alimentaire et la résilience
- Renforcer la stabilité macroéconomique et la bonne gouvernance (gestion et contrôle des finances publiques, recettes fiscales, lutte contre la corruption)

3 : Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs

- Relancer et développer les secteurs productifs (agriculture et élevage, industries extractives et forestière)
- Réhabiliter et construire les infrastructures (notamment les réseaux de transport, d'électricité et de communication)
- Assurer les conditions propices au développement du secteur privé et à l'emploi (amélioration de l'appui aux entreprises, aux services financiers, à la formation professionnelle, à l'entrepreneuriat et à l'emploi)
- Objectifs transversaux : atténuer les déséquilibres régionaux ; promouvoir l'égalité des genres ; renforcer la transparence et la redevabilité à tous les échelons ; accroître les capacités nationales (fonction publique et société civile) ; promouvoir l'inclusion des jeunes ; garantir la viabilité de l'environnement et l'exploitation durable des ressources naturelles ■

QUID DU CADRE D'ENGAGEMENT MUTUEL ?

L'accord cadre d'engagement mutuel consacre le principe de suivi du plan de relèvement et de consolidation de la paix par la RCA et la communauté internationale. Il permet aux deux parties de faire de manière conjointe le suivi et l'évaluation des projets et des fonds accordés dans le cadre de la conférence de bailleurs de fonds de Bruxelles.

Cet accord est censé dissiper toute inquiétude sur la gestion des fonds qui pourraient être octroyés dans le cadre de cette conférence et implique la communauté internationale dans le suivi des projets et la gestion des fonds ■

INTERVENTIONS

LE PRÉSIDENT TOUADÉRA À BRUXELLES (EXTRAITS)

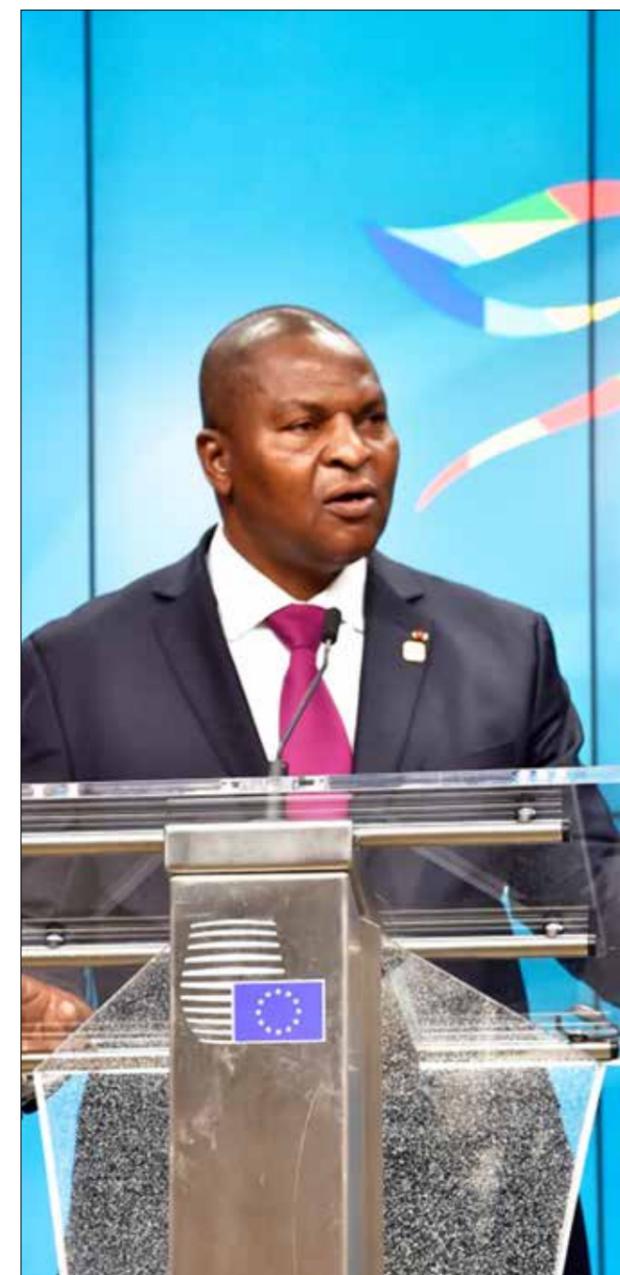


Photo UE

Une compilation de toutes les discussions a donné lieu à un rapport que le Gouvernement a adopté sous forme de Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (le RCPCA) pour la période 2017-2021, représentant un besoin de financement de 3,161 Milliards de dollars américains.

Ce plan est d'autant plus légitime qu'il a reçu l'onction de la représentation nationale qui l'a endossé, acceptant de le défendre aussi dans cet élan unitaire de reconstruction nationale.

En effet, le relèvement et la consolidation de la paix sont des priorités vitales pour la RCA qu'elles ne sauraient rester l'apanage du seul gouvernement.

A notre sens, et pour rester fidèles à nos engagements et au vœu de changement exprimé par le peuple centrafricain, il est essentiel de mettre en avant les questions liées à la sécurité, au DRR et à la RSS, à la réconciliation, à la promotion de la bonne gouvernance et d'un État de droit.

Quelques axes majeurs de notre action méritent d'être soulevés.

Dans le contexte de la République Centrafricaine, la colonne vertébrale est la sécurité.

Pour ce faire, dès les premiers jours de notre mandat, nous nous sommes attelé à traiter la problématique sécuritaire.

Nous avons adopté tous les textes régissant le cadre de mise en œuvre du programme de DRR et de la RSS dont l'importance a commandé que la cellule de coordination soit placée sous mon autorité directe.

Ces deux (2 axes) soutiennent la solution que nous devons apporter à la sécurité de chacun de nos concitoyens et de tous ceux les habitants de la République Centrafricaine.

Nous avons également investi de considérables énergies dans le domaine de la réconciliation.

Car tous nos efforts seront vains si la société centrafricaine reste divisée.

Notre engagement à panser les plaies du passé reste

RESUMÉ DES BESOINS (EN MILLIONS USD) SELON LE RCPCA

	2017	2018	2019	2020-2021	Total
1 : Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation :	117	130	113	100	461
2 : Renouveler le contrat social entre l'Etat et la population	200	246	284	596	1 326
3 : Assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs	58	182	262	721	1 224
Renforcement des capacités pour la mise en œuvre du RCPCA	30	30	30	60	150
Total	406	589	689	1477	3161



Photo UE

entier et nous avons consolidé les pas posés par le Forum National de Bangui.

Ainsi, la Cour Pénale Spéciale sera bientôt opérationnelle, matérialisant, au-delà de tout autre discours notre profonde foi dans la lutte contre l'impunité comme un des facteurs importants de réconciliation...

Quant à la question des déplacés, en même temps que nous travaillons à l'amélioration du climat sécuritaire, nous mobilisons nos partenaires pour que le camp des déplacés sur le site de l'aéroport de Bangui - M'poko soit fermé dans les meilleurs délais.

Parmi les conséquences de la crise figure aussi la destruction de l'appareil économique et de l'outil de production affichant les plus mauvaises performances jamais connues avec un PIB de - 37 %, en 2013.

Au lendemain des élections, eu égard aux responsabilités des nouvelles autorités et à leur devoir de redevabilité, il a fallu appeler toutes les Centrafricaines et les Centrafricains à une réflexion commune pour analyser la crise, identifier les moyens d'y mettre durablement fin et mettre en lumière les actions prioritaires à mener dans le cadre du Plan RCPCA.

Le RCPCA est un Plan qui dévoile la stratégie de sortie de crise et pose clairement le cadre de dialogue et de concertation avec les partenaires afin de conjuguer davantage nos efforts.

Le Plan RCPCA comporte des orientations stratégiques qui permettront au Gouvernement de :

- les questions liées à la restauration de la sécurité, à la gouvernance et à la promotion de l'État de droit ;
- assurer la protection de la population et le redéploiement

... L'expression de votre solidarité appelle un devoir de redevabilité et de transparence ...

Faustin Archange Touadéra, Président de la République centrafricaine

ment de l'administration sur l'ensemble du territoire ;

- rétablir les services sociaux essentiels
- relancer la croissance économique

La mise en œuvre de ce Plan RCPCA requerra à n'en point douter des ressources aussi bien matérielles, financières qu'humaines.

Nous souhaitons faire une mention particulière sur ce dernier aspect.

Le Plan contribuera à redéployer l'administration sur toute l'étendue du territoire.

Cela suppose que des ressources humaines soient disponibles et dotées des compétences nécessaires.

Parmi les urgences impératives, nous plaçons en première ligne le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Au titre des perspectives prioritaires du Gouvernement, nous inscrivons l'aide au retour et à la réinsertion/réintégration dans leur milieu d'origine des personnes déplacées et réfugiées.

Le DDDR relève également de nos priorités et son succès nous paraît d'autant plus assuré que le programme fera partie d'un plan global de relèvement communautaire afin d'assurer que les anciens combattants retrouvent leur place dans les communautés d'origine et que les ressources mobilisées soient mises à profit pour recréer la vie locale et donner de nouvelles opportunités à tous.

En effet, le temps est venu de rompre avec la conception de programmes DDDR, abusivement assimilés à une prime à la violence.

La fourniture des services de base revêt également un caractère prioritaire surtout lorsque l'on sait que cela contribue à recréer une vie locale, en assurant une couverture significative des secteurs clés sont la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire.

L'offre d'opportunités économiques est un axe majeur d'une paix durable à travers la création d'activités qui soient génératrices en faveur des jeunes et qui contribuent aussi à l'autonomisation des femmes...

Vous avez tant fait pour éviter l'innommable.

Aujourd'hui, nous vous demandons de nous accorder le soutien qui fera la différence.

L'appui qui confortera les efforts passés pour en faire les succès de demain.

La République Centrafricaine a besoin de votre solidarité et de votre bienveillante générosité.

Face aux attentes des citoyens centrafricains, l'urgence d'agir est évidente.

Sans attendre demain, devant l'immensité des actions à réaliser, votre accompagnement est vivement souhaité.

Et c'est aujourd'hui !

Pour renforcer vos bonnes dispositions à notre égard, c'est en toute responsabilité que je m'engage à ce que notre partenariat forgé dans le marbre du cadre d'engagement mutuel soit scrupuleusement respecté.

L'expression de votre solidarité appelle un devoir de redevabilité et de transparence de notre part qui a inspiré ma décision de mettre en place le Dispositif institutionnel d'orientation, de supervision, de mise en œuvre et de suivi-évaluation du Plan RCPCA et du Cadre d'Engagement Mutuel.

C'est ici une précieuse occasion de rappeler que je compte maintenir le cap de la démarche participative qui a conduit à l'adoption du Plan RCPCA par les toutes les franges de la population ■



Photo UE

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ils sont 37.200 enfants de moins de 5 ans à souffrir de malnutrition aiguë sévère et de malnutrition aiguë modérée. L'accès matériel ou financier aux denrées alimentaires a été entravé par le déplacement des populations, l'insécurité et les grandes perturbations du secteur agricole. Les réserves alimentaires en milieu rural ont baissé de 40 à 50 pour cent par rapport à la moyenne avant la crise. (Source : RCPCA) ■

LE VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, JAN ELIASSON (EXTRAITS)



Photo UE

Il y a moins de trois ans, la République centrafricaine était au bord de l'abîme. Nous nous souvenons tous des images de bain de sang, qui ont inondé les médias et provoqué une onde de choc partout dans le monde. La communauté internationale a réagi en déployant des troupes provenant de la sous-région, de l'Union africaine, de la France, de l'Union européenne et des Nations Unies.

Ces efforts conjugués ont aidé à contenir la violence. Ils ont également contribué à créer des conditions favorables à la poursuite de la transition politique du pays et au rétablissement de l'ordre constitutionnel, avec l'élection du Président Touadéra.

Il y a deux semaines, je me suis rendu en République centrafricaine. J'ai vu un pays confronté à des défis gigantesques. J'ai constaté que les blessures résultant du conflit étaient encore bien visibles. Le tissu social est déchiré. De nombreux Centrafricains sont profondément traumatisés et la réconciliation, dans certains cas, prendra certainement du temps.

Les conditions de sécurité demeurent fragiles. Les groupes armés continuent de représenter une menace pour les civils et de déstabiliser l'autorité de l'État. Les auteurs de trouble recourent à la violence pour perturber le processus politique et mettre en avant leurs intérêts. Les violations des droits de l'homme demeurent endémiques et se sont multipliées avec la récente inten-

« **... La République centrafricaine se trouve à un tournant. Nous devons maintenant tout faire pour soutenir et rassembler les forces du bien ...** »
Jan Eliasson, Vice-Secrétaire Général de l'ONU

sification de la violence.

J'ai également vu un pays confronté à une situation humanitaire désastreuse. Quarante pour cent des habitants ont besoin d'une aide humanitaire vitale. Un cinquième de la population a été déplacée au sein du pays ou dans les pays voisins. Beaucoup de ces déplacés ont peur de retourner chez eux.

Pourtant, j'ai vu de nombreux signes d'espoir. J'ai trouvé un pays au potentiel énorme, un pays avec beaucoup de vitalité et de dynamisme. Des hommes et des femmes de tous horizons m'ont fait part de leur désir de paix et de leur espoir d'un avenir différent. Le Président Touadéra croit fermement, je sais bien, à l'inclusivité, à la réconciliation et à la nécessité de transformer le pays. Les acteurs internationaux sur le terrain sont mobilisés et unis pour aider les Centrafricains à consolider les avancées faites jusqu'à présent (...) « L'ONU fera sa part de travail. Notre mission de maintien de la paix, la MINUSCA, continuera de contrer fermement les actions des auteurs de troubles pour prévenir la violence, assurer la sécurité et protéger les civils. En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et en coordination avec les partenaires internationaux, l'ONU poursuivra également le dialogue politique avec le Gouvernement autour des grandes priorités que sont le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation et la cohésion sociale, le rétablissement de l'autorité de l'État et la lutte contre l'impunité.

La République centrafricaine se trouve à un tournant. Nous devons maintenant tout faire pour soutenir et rassembler les forces du bien. Sinon, nous risquons de voir les auteurs de trouble réussir à contrecarrer la marche du pays vers la paix, la réconciliation et le développement. (...) L'Organisation des Nations Unies demeure pour sa part profondément attachée à continuer de soutenir le peuple centrafricain. (...) Cette réunion est un acte de solidarité avec les forces positives, les forces de bien en République centrafricaine. Mais c'est aussi un acte visant à la sécurité et au développement durable dans un pays avec des ressources humaines et matérielles substantielles et avec des promesses d'avenir meilleur pour le peuple centrafricain. Nous sommes là à vos côtés dans un moment crucial pour nous tous ■

EXTRAITS DU DISCOURS DE LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION EUROPÉENNE, FEDERICA MOGHERINI



Photo UE

La République centrafricaine vit aujourd'hui un moment clé de son histoire. Il y a seulement trois années, la République centrafricaine était au bord du gouffre. Mais le peuple centrafricain a tourné la page. Il a accompli des progrès impressionnants avec le soutien de la communauté internationale (...) Et l'Union européenne s'est rangée clairement du côté du changement et de la paix. Le gouvernement et le parlement issus des élections ont reçu un mandat clair. Le Président Faustin-Archange Touadéra parle avec conviction de la nécessité de rompre avec les divisions du passé, pour une vraie réconciliation nationale. Monsieur le Président, je peux vous le garantir, vous avez le plein soutien de l'Union européenne - et je peux dire de toute la communauté internationale - pour cette approche (...) C'est le désir

de paix et de prospérité des Centrafricains et Centrafricaines qui constitue le principal facteur de succès pour faire face à ces défis. Le gouvernement, je voudrais le remercier pour cela, s'est engagé dans un ambitieux programme de réformes dans deux documents clés : D'abord un plan de relèvement et de consolidation de la paix, et également un cadre d'engagements mutuels avec la communauté internationale qui va être signé dans la matinée d'aujourd'hui (...) La communauté internationale a un rôle fondamental à jouer dans la mise en œuvre de ce plan. (...) Même le pape François a mis la République Centrafricaine au cœur du Jubilé de la Miséricorde, qu'il a ouvert officiellement en Novembre 2015 à Bangui. C'est à nous, maintenant, de faire notre part pour contribuer à un avenir meilleur pour tous les Centrafricains ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

En Centrafrique, la majorité de la population n'a pas accès aux services de base, 2 millions d'habitants sont exposés à l'insécurité alimentaire, et 838 000 personnes, soit presque 1/5 de la population, sont toujours déplacées. (Source : RCPCA) ■

L'ONU APPORTERA UNE RÉPONSE MULTIFORME, SELON PARFAIT ONANGA ANYANGA



Photo UE

En marge de la Table-ronde de Bruxelles pour la République centrafricaine, le chef de la Minusca, Parfait Onanga-Anyanga s'est exprimé, ce jeudi 17 novembre 2016, sur les défis à relever pour la Mission, afin de soutenir le plan de redressement présenté par le Chef de l'État, Faustin Archange Touadéra aux bailleurs internationaux.

Si d'immenses progrès ont été réalisés, « il est un fait indéniable que le pays fait encore face à un nombre important de groupes armés », a-t-il reconnu.

Mais, a insisté le Chef de la Minusca, outre la réponse sécuritaire, l'appui de la Mission sera surtout « multi-forme ». « Cette réponse prend en compte, non seulement le dialogue inclusif lancé par le Président Touadéra, mais aussi ce qui se passe aujourd'hui à Bruxelles,

car tant qu'il n'y aura pas de développement, il n'y aura pas de sécurité », a-t-il rappelé, citant l'intervention de la Banque Mondiale.

La Table-ronde des bailleurs de fonds et partenaires de la République Centrafricaine a pour objectif de mobiliser les ressources nécessaires en vue de financer le relèvement économique du pays.

Le Plan quinquennal (2017-2021) de relèvement et la consolidation de la paix, présenté par le Chef de l'État centrafricain s'articule autour de trois piliers prioritaires : soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation ; renouveler le contrat social entre l'État et la société et assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Les besoins sont estimés à 3,161 milliards de dollars ■

LES PROMESSES EN CHIFFRES



FRANCE: 85 millions d'euros (55,760 milliards F CFA)



BANQUE MONDIALE : 500 millions de dollars (290 milliards F CFA)



ITALIE : 15 millions de dollars pour les actions humanitaires



République Tchèque : 110 millions d'euros (9,840 milliards F CFA) afin d'appuyer le secteur de l'éducation et de l'action humanitaire, par an à partir de 2017



Timor Oriental : 1 million de dollars (680 millions FCFA) pour appuyer le gouvernement centrafricain dans sa quête de la stabilisation



Allemagne : 18,5 millions d'euros (12,136 milliards F Cfa) en 2017 pour réhabiliter les services sociaux et la création des opportunités des emplois aux jeunes.



Etats Unis : 8 millions de dollars (4,640 milliards F Cfa) pour appuyer la justice à travers la construction des prisons et l'opérationnalisation de la Cour Pénale Spéciale.



Norvège : 47 millions de couronne norvégienne soit 5,5 millions de dollars (3,190 milliards F Cfa) pour les actions humanitaires.



CEEAC : apporte sa contribution à la stabilisation de la RCA à travers l'organisation d'une Conférence le 30 de ce mois.



Rwanda : se dit prêt à proposer son expérience dans la formation des centrafricains dans plusieurs domaines.



Francophonie : va aider le parlement centrafricain dans la formation de ses cadres et agents.

LA BANQUE MONDIALE AUX COTÉS DE LA RCA POUR LE SORT DES REFUGIÉS

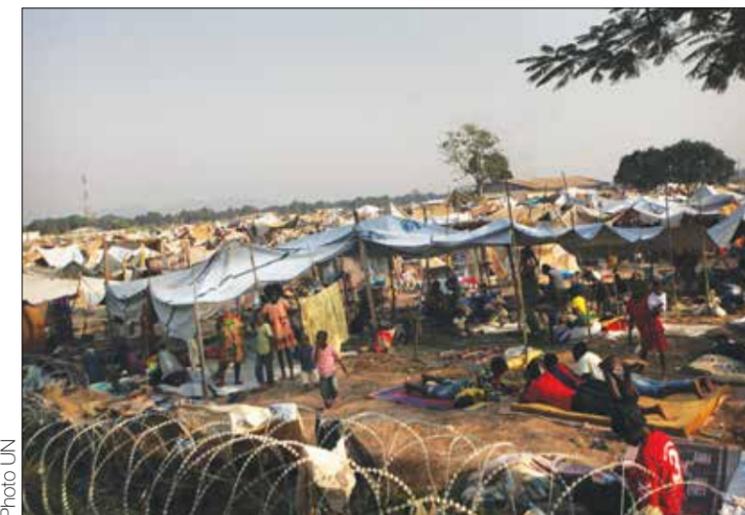


Photo UN

500 millions de dollars : telle est la contribution de la Banque mondiale sur les trois prochaines années pour aider la Centrafrique à se reconstruire. C'est Jan Walliser, vice-président de la Banque mondiale pour la croissance équitable, la finance et les institutions qui en a fait l'annonce lors de la Conférence des bailleurs de fonds pour la Centrafrique qui s'est tenue le 17 novembre 2016 à Bruxelles.

« La République centrafricaine, l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles au monde, se remet à peine d'une des crises les plus violentes de son histoire. Mais aujourd'hui, pour la première fois, le pays peut instaurer la paix, la stabilité et les conditions d'un développement durable », a souligné Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique.

C'est sans doute cette réalité qui a amené la Banque Mondiale à se porter à un tel financement qui représente dix fois les montants traditionnellement alloués à la Centrafrique par cette institution.

Les besoins de la Centrafrique sont en effet nombreux ; l'aide humanitaire est plus que jamais urgente et la reconstruction du pays requiert des investissements à court et à long terme. Il faut savoir que près de 2,3 millions de personnes soit la moitié de la population du pays ont des besoins humanitaires pressants et le pays est à l'heure de la stabilisation ; une stabilisation qui représente aujourd'hui plus 1,5 milliards de dollars en termes de dépenses.

Signalons que l'apport de la Banque mondiale au relèvement, servira entre autres choses à la réinsertion des anciens combattants et des personnes déplacées. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé le Chef des opérations de la Banque Mondiale en Centrafrique le 7 décembre 2016 lors de la Conférence de restitution des travaux de la Table ronde de Bruxelles organisée par le ministère de l'économie et du Plan : « La Banque mondiale se préoccupe du sort des réfugiés et financera leur retour dans leurs différents lieux d'habitation... » ■



Photo UN / MINUSCA

UN SECRÉTARIAT TECHNIQUE PERMANENT POUR APPUYER LE RELÈVEMENT

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Felix Moloua, a tenu le 7 décembre 2016 une conférence de presse dans les locaux de son ministère afin de restituer les conclusions de la Table Ronde qui s'est tenue les 17 et 18 novembre à Bruxelles. Cette conférence de presse, organisée conjointement avec le Chef de la délégation de l'Union européenne, Jean-Pierre Reymondet-Commoy, et le Représentant-Résident du PNUD, Fabrizio Hochschild, a été marquée par la présence des représentants de la Banque Mondiale, de l'Union Africaine et de la Banque Africaine de développement (BAD),

partenaires financiers engagés dans le soutien à la Centrafrique et représentés à la Table ronde de Bruxelles.

D'entrée de jeu, Felix Moloua a rappelé que le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, (RCPCA) qui a été le document de base des travaux de Bruxelles, est un Plan de sortie de crise confectionné par l'Etat centrafricain avec l'assistance technique de la communauté internationale. Ce plan, a-t-il souligné, prend en compte les préoccupations des populations centrafricaines qui se résument dans le triptyque des piliers mis en exergue par le Plan, à savoir : la restauration de la paix, de

la sécurité et la réconciliation ; le renouvellement du contrat social entre l'état et la population, ce qui signifie concrètement que l'administration puisse être redéployée sur l'ensemble du territoire et se mettre au service des populations et que le minimum de services de base soit fourni à l'ensemble de la population sur tout le territoire dans les domaines majeurs de la santé, de l'éducation, et de la fourniture d'eau et d'énergie ; enfin, troisième pilier, la promotion du relèvement économique et la relance du secteur productif.

A Bruxelles, a rappelé le ministre, « il s'agissait de présenter à nos partenaires techniques et financiers ce Plan national de relève-

ment et de consolidation de la Paix et de faire un plaidoyer qui soit à la hauteur de nos défis ».

Du point de vue du ministre, « cet exercice a été concluant », puis d'ajouter : « notre plan a été approuvé : sur 91 invités, il y a eu à Bruxelles plus de 80 délégations, ce qui témoigne de l'intérêt de la Communauté internationale pour la Centrafrique. » Le ministre, rendant compte des ressources promises, a dit : « Nous avons pu mobiliser plus que nous attendions de la communauté internationale » Puis plaçant la communauté nationale devant ses responsabilités, Felix Moloua a notifié : « Maintenant il nous revient de démontrer notre capacité à absorber ces ressources pour jouir de la confiance de nos partenaires ».

Felix Moloua a ensuite évoqué la création prochaine d'un « Secrétariat technique permanent » qui

sera une structure de coordination, de suivi et de mise en œuvre du plan sur les trois prochaines années. Ce secrétariat a-t-il dit, « rassemblera des compétences nationales de haut niveau » assistés par des experts internationaux « afin que tout soit fait dans les règles de l'art au bénéfice de la Centrafrique ».

Le Chef de la Délégation de l'Union Européenne, Jean-Pierre Reymondet-Commoy, a quant à lui estimé que « l'Union européenne considère que Bruxelles est une bonne réussite avec des résultats qui dépassent les attentes ». Il a évoqué une réussite « diplomatique et une réussite économique » et a estimé que « si les dépenses sont normalement et judicieusement engagées, les montants alloués suffisent largement à financer les trois premières années du RCPCA ». Il achèvera son propos non

sans adresser un satisfecit au Président Touadera « qui a pu convaincre les bailleurs de Fonds par la sincérité de son engagement. »

Même satisfecit du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Fabrizio Hochschild, qui a parlé d'« un grand succès », évoquant la Table Ronde de Bruxelles, qu'il a assimilé à « un vote de confiance de la communauté internationale en faveur de la Centrafrique. » Il a ensuite rappelé le bien-fondé de la signature du Cadre d'engagement mutuel entre le gouvernement centrafricain et la communauté internationale, qui est complémentaire du RCPCA. Ces deux instruments permettront « d'accroître le partenariat pour la consolidation de la paix dans la transparence et la responsabilité mutuelle, la cohérence et l'appui durable des partenaires internationaux pour la réalisation des priorités. » Le Chef des opérations de la Banque mondiale pour la RCA, Jean Christophe Carret, a pour sa part, parlé de « prime à la démocratie » parlant des travaux de Bruxelles, et a indiqué que les 300 milliards de Francs CFA promis par la Banque mondiale, permettront sur 3 ans de financer un certain nombre de projets dont le retour des réfugiés qui a été l'une des préoccupations exprimées par les journalistes.

Ceux-ci ont également évoqué le programme DDRR et la réforme du secteur de la sécurité. Toutes choses prises en compte par le RCPCA. Le ministre, comme les partenaires se sont accordés sur l'importance de la sécurité et de la paix dans le processus de relèvement du pays. Ainsi Fabrizio Hochschild a-t-il conclu : « la base de la mise en œuvre du Plan, c'est la sécurité et la paix. »

Signalons que ce Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix a été préparé par le Gouvernement de la République centrafricaine, avec le soutien de l'Union Européenne, de l'Organisation des Nations Unies et du Groupe de la Banque Mondiale.

Alors que la République centrafricaine attendait 1.684 milliards de dollars sur les trois prochaines années, elle en a obtenu, à l'issue de la conférence de bailleurs de fonds, 2.268 milliards (1130 milliards de FCFA), soit un surplus de 41% ■

ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION, FELIX MOLOUA

“ LE PAYS A BESOIN DE L'APPUI DES PARTENAIRES TRADITIONNELS ET NON TRADITIONNELS POUR SA RECONSTRUCTION. ”

Dans le cadre de la restitution des conclusions de la Table ronde de Bruxelles sur la Centrafrique, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Felix Moloua a bien voulu nous accorder une interview le 7 décembre 2016. Il y dit sa satisfaction et celle de l'ensemble du gouvernement centrafricain quant à la tenue de cette conférence et son optimisme quant au devenir de la Centrafrique.

MINUSCA EN ACTION : Excellence Monsieur le Ministre, la Table Ronde de Bruxelles s'est achevée sur une promesse importante de 2,283 milliards de dollars US. Quel sentiment vous anime au lendemain de cette rencontre ?

Felix Moloua : Un sentiment de grande satisfaction et d'espoir en termes de réponses aux multiples attentes de la population centrafricaine. Car, le pays a besoin de l'appui des partenaires traditionnels et non traditionnels pour la reconstruction et la relance de ses secteurs productifs (agriculture, élevage, mines et forêts, etc.).

L'on sait que des besoins de ce plan quinquennal sont estimés à plus de 3 milliards de dollars US ; comment le Gouvernement centrafricain compte-t-il combler le différentiel ?

Felix Moloua : En réalité, c'est un plan triennal 2017-2019 qui correspond bien au cycle de programmation de nos partenaires, on ne peut cependant pas évoquer de question de gap de financement à rechercher, mais au contraire les promesses sont au-delà de la programmation; car, les annonces de 2,2 milliards de dollars US qui ont été faites à Bruxelles, couvrent les trois premières années de mise en œuvre plan de relèvement et de consolidation de la paix de notre pays. Pour lequel nous attendons 1,6 milliards de dollars. Toutefois, il convient de noter que certains partenaires n'avaient pas fait des annonces de financement conformément à leurs procédures respectives à l'exemple de la Chine. Le plaidoyer se poursuivra en vue de la mobilisation d'autres ressources nécessaires pour couvrir les besoins du Plan quinquennal 2017-2021 qui étaient estimés à 3 milliards de dollars US. Mais, sur les trois premières années, ils sont estimés à 1,6 milliard de dollars US.

Il a été procédé en marge de la Conférence de Bruxelles à la signature d'un Cadre d'engagement mutuel entre le Gouvernement centrafricain et la Communauté internationale ; que contient concrètement ce document ?



Felix Moloua : Le Cadre d'Engagement Mutuel (CEM) est un cadre de référence qui lie désormais les Partenaires Techniques et Financiers avec le Gouvernement. Il définit les engagements des toutes les parties prenantes pour la reconstruction de notre pays et les actions à mettre en œuvre sont en cohérence avec notre plan national de RCPA.

Monsieur le Ministre, au terme de la Table Ronde de Bruxelles, l'optimisme est-il permis ?

Felix Moloua : Très optimiste, car en allant à Bruxelles, le pays savait ce qu'il voulait, notamment ses priorités, et les partenaires techniques et financiers se sont tous engagés pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre de son plan de relèvement.

Quel message avez-vous envie d'adresser à tous les partenaires nationaux et internationaux qui sont résolument engagés dans le relèvement de la Centrafrique ?

Felix Moloua : Message de solidarité, de dialogue permanent, de paix, de cohésion sociale, de vivre ensemble et de la volonté de changement pour le développement de la RCA ■

ILS ONT DIT

■ **CORALIE SALAMATOU**, étudiante en troisième année de médecine : « la Conférence de Bruxelles démontre à suffisance que notre pays a réellement enclenché un processus de sortie de crise. Cette sortie de crise ne pouvait se faire qu'avec des projets de développement et le succès des plaidoyers nous confortent car nous avons la chance d'avoir toujours la communauté internationale à notre chevet ».

■ **PASCAL KOYAGUE**, commerçant : « je pense que la paix ne pourra être effective qu'avec la relance de l'économie et le bien-être de chaque centrafricain. La table ronde de Bruxelles a vu la concrétisation des projets qui permettront aux centrafricains d'oublier les affres de la guerre et de se consacrer au développement du pays, c'était un passage obligé de notre histoire... Il faut maintenant oublier les temps de la guerre et travailler ».

■ **MARC PINGAMA**, entrepreneur en bâtiments : « il est clair que la Conférence de Bruxelles n'est que le renouvellement de la confiance de la communauté internationale à l'égard de la Centrafrique. Nous devons mériter cette confiance. Pour cela, il faut travailler et commencer à changer nos esprits belliqueux et faire perdurer cette confiance qui ne pourra qu'être bénéfique pour notre pays et l'avenir de nos enfants ».

■ **MATHIAS GREPAYO**, professeur de mathématiques au Lycée moderne de Bouar : « la communauté internationale demeure encore à notre chevet, une aubaine inestimable pour le pays et pour son développement ».

■ **SYLVAIN SIMPLICE NGARSO**, ministre de la jeunesse : « la conférence de Bruxelles est une opportunité pour chercher des financements afin d'appuyer la jeunesse centrafricaine. Car il faut le souligner, la jeunesse est actrice et victime de toutes les crises que la Centrafrique a con-

nu. C'est cette jeunesse qui est aujourd'hui la réponse à la consolidation de la paix et au relèvement de notre pays. »

■ **JACQUES TAFOGO**, habitant de Bria : « les autorités doivent profiter de cette opportunité pour se pencher sur les questions du développement de notre pays. Le pays est en ruine, il n'y a plus de routes, plus d'emploi ce qui fait que les jeunes se livrent à la violence des groupes armés pour exister. Les autorités doivent surtout penser aux villes lointaines car ce sont les frustrations des habitants de ces villes délaissées qui ont engendrées les rebellions. Il est aussi nécessaire pour nos autorités d'avoir des projets basés sur l'éducation pour permettre à la jeunesse de penser à l'avenir de notre pays. Voici pour moi des projets qu'il faut défendre devant les bailleurs de fonds à Bruxelles ».

■ **FIDÈLE JÉSUS NEMAGALIA**, habitant de Bria : « l'important c'est la paix. Il faut que la Table ronde de Bruxelles puisse déboucher sur le règlement du DDDR... Sans sécurité, il n'y a aura pas de développement ».

■ **MAHAMAT IBRAHIM**, habitant de Bria : « pour moi, les projets visant à renforcer la cohésion sociale doivent être au centre des discussions car sans la confiance renouvelée entre les centrafricains, rien ne pourra marcher ».

■ **FRANCIS HUGUET MONGOMBE**, président du Conseil National de la Jeunesse (C.N.J) : « la Conférence de Bruxelles représente un énorme enjeu pour la jeunesse centrafricaine. Nous nous réjouissons que les préoccupations de cette jeunesse soient au coeur des discussions » ■





EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>